



Mardi 10 janvier 1957,
à 15 h. 15

New-York

SOMMAIRE

Page

Point 27 de l'ordre du jour:

Développement économique des pays sous-développés
(suite):

- a) Question de la création d'un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique: rapport du Comité *ad hoc*;
- b) Problèmes fiscaux internationaux: rapport du Conseil économique et social;
- c) Industrialisation des pays sous-développés

Discussion générale (fin)..... 153

Président: M. Mohammad MIR KHAN (Pakistan).

POINT 27 DE L'ORDRE DU JOUR

Développement économique des pays sous-développés (A/3154, A/3192, A/C.2/L.295)
[suite]:

- a) **Question de la création d'un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique: rapport du Comité *ad hoc* (A/3134 et Corr.2, A/C.2/L.296);**
- b) **Problèmes fiscaux internationaux: rapport du Conseil économique et social;**
- c) **Industrialisation des pays sous-développés**

DISCUSSION GÉNÉRALE (fin)

1. Sir Alec RANDALL (Royaume-Uni) voudrait souligner une grande différence entre la Société des Nations et l'Organisation des Nations Unies: c'est que la première avait été conçue essentiellement comme une institution politique. Sans sous-estimer l'importance d'initiatives telles que la création de l'Organisation internationale du Travail ou celle des travaux effectués par l'Office international d'hygiène publique, ou par la section financière et le Service d'études économiques de la SDN, il faut bien reconnaître qu'à l'époque, l'interdépendance des questions politiques et des questions économiques et sociales n'était pas clairement comprise. Mais des changements se sont produits graduellement et c'est l'agression nazie de 1939 qui a mis fin brutalement à la lente mais sûre évolution de la SDN vers une meilleure compréhension de cette interdépendance, ainsi qu'aux espoirs de ceux qui croyaient en sa mission non politique.

2. Mais l'expérience de la SDN n'a pas été vaine. Lorsque l'Organisation des Nations Unies a été créée après la deuxième guerre mondiale, la thèse selon laquelle le bien-être économique et social est inséparable d'un ordre politique bien établi a trouvé son expression dans la création du Conseil économique et social et dans l'essor de nombreuses activités non politiques auxquelles la Deuxième Commission est étroitement associée. Le principe de l'interdépendance économique de tous les pays est accepté depuis 1939 et les pays développés ont

fait preuve de compréhension et de générosité. Plus de populations ont accompli des progrès économiques plus grands au cours des 10 dernières années qu'au cours de toute période décennale dans l'histoire. On ne saurait prétendre que les pays évolués ne tiennent pas compte de manière concrète, à la longue, des inégalités économiques qui existent entre eux et les pays sous-développés. Ce qui est certain, c'est qu'on ne peut, du jour au lendemain, effacer des misères séculaires ni supprimer les coutumes et les traditions qui entravent le progrès économique; l'écart entre les niveaux de vie reste immense et il est déplorable du point de vue humain, mais il faut reconnaître aussi que des progrès remarquables ont été accomplis par bon nombre de pays sous-développés. On avait pu espérer, il y a un an, lorsque fut annoncée la fin de la guerre froide, que ces progrès iraient en s'accroissant. La Conférence sur le Statut de l'Agence internationale de l'énergie atomique, en septembre et octobre 1956, vint aviver ces espoirs et laissait augurer une ère, non pas de coexistence pacifique — l'expression est trop passive — mais d'active coopération internationale, économique et culturelle.

3. Les récents événements ont marqué un recul. Sir Alec Randall estime, cependant, que l'avenir importe plus que le passé, et c'est dans cet esprit qu'il présentera certaines observations dont il lui paraît essentiel de tenir compte si l'on veut sauvegarder l'action de l'Organisation des Nations Unies en faveur du développement économique.

4. En premier lieu, afin de pouvoir contribuer au développement économique des pays sous-développés, les pays développés doivent avoir une économie saine. Pour faire profiter les pays sous-développés de leurs compétences techniques, de leur expérience et de leurs capitaux, il leur faut la stabilité économique. Si cette stabilité est menacée par des politiques inspirées d'un nationalisme chauvin qui se traduisent par la violation des contrats et des restrictions au commerce qui ont pour effet de causer un préjudice grave à l'économie de nombreux pays et d'ébranler la confiance générale, les pays sous-développés ne pourront qu'en souffrir gravement. En d'autres termes, il ne sert à rien, d'une part, d'insister auprès des exportateurs traditionnels de capitaux et de compétences techniques, comme le Royaume-Uni, pour qu'ils participent plus activement à l'élévation des niveaux de vie dans le monde, et, d'autre part, de leur rendre la tâche plus difficile. En dépit des récents et décourageants événements — sur lesquels sir Alec Randall ne se propose pas d'insister — le Royaume-Uni reste décidé à n'épargner aucun effort pour favoriser le progrès économique et social des régions sous-développées, tant au sein qu'en dehors de l'Organisation, et à attribuer à cette tâche un rang de priorité élevé. Cette tâche requiert, premièrement, que l'on s'efforce de faire renaître la confiance; deuxièmement, que le Royaume-Uni ait une économie saine.

5. En conséquence, sir Alec Randall tient à donner à la Commission quelques indications sur la situation éco-

nomique actuelle du Royaume-Uni et sur les perspectives d'avenir du point de vue du développement économique. Plus particulièrement, il commentera les effets du blocage du canal de Suez. Ces effets sont loin d'être négligeables pour les pays sous-développés du Moyen-Orient, de l'Asie et de l'Extrême-Orient, qui, toutes proportions gardées, sont peut-être plus touchés encore que les pays de l'Occident. On trouve dans le *Bulletin économique pour l'Europe* publié le 9 décembre 1956 par la Division de recherche et de planification de la Commission économique pour l'Europe une analyse concluante des conséquences de l'interruption du trafic par le canal de Suez sur la situation économique de l'Europe. A son tour, sir Alec Randall voudrait préciser les effets ressentis par l'économie britannique, lesquels ne sont pas sans importance pour le développement économique puisque le Royaume-Uni a toujours été l'un des principaux fournisseurs de capitaux et que la livre sterling continue d'être la monnaie la plus largement employée dans le commerce international.

6. Il est certain que l'interruption des exportations de pétrole du Moyen-Orient a eu des conséquences néfastes du point de vue économique, en particulier sur la balance des paiements du Royaume-Uni. Cependant, le Gouvernement britannique pense que les difficultés ne seront que temporaires, car, fondamentalement, la position commerciale du Royaume-Uni est forte. Une fois le canal rouvert et les pipe-lines réparés — ce qui est de l'intérêt des producteurs aussi bien que des consommateurs de pétrole — le Royaume-Uni pense qu'il pourra poursuivre son expansion économique et être en mesure d'exporter des capitaux et de prendre une part de plus en plus large au commerce international.

7. Le solde créditeur de 144 millions de livres sterling de la balance des paiements du Royaume-Uni pour le premier semestre de 1956 et la persistance de cette situation favorable prouvent combien sa position commerciale est forte. En outre, la position commerciale de l'ensemble de la zone sterling est saine.

8. On peut déduire de ces faits que les pressions exercées récemment sur la livre sterling sont attribuables moins à des facteurs commerciaux qu'à des facteurs psychologiques, c'est-à-dire à la crainte, dans certains pays, d'une dévaluation de la livre. Or, le Gouvernement britannique est fermement décidé à maintenir le taux de change actuel. Le Chancelier de l'Echiquier l'a clairement indiqué devant la Chambre des communes le 4 décembre 1956. C'est d'ailleurs pour pouvoir appliquer effectivement cette politique que le Royaume-Uni a demandé au Fonds monétaire international des facilités; si ces facilités lui ont été octroyées, c'est sans aucun doute parce que les membres du Fonds sont convaincus que la position commerciale du Royaume-Uni est saine.

9. Sir Alec Randall a décrit la situation économique de son pays parce que la capacité d'exportation de capitaux des grands pays industriels et commerçants lui paraît plus importante pour le développement économique des pays sous-développés que les systèmes de financement examinés jusqu'ici par la Deuxième Commission, y compris la création du Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique.

10. Sir Alec Randall veut ensuite parler de l'avenir, de celui de l'Europe en particulier, car, si l'économie du Royaume-Uni est importante du point de vue du développement économique des pays sous-développés, celle de l'ensemble de l'Europe l'est encore davantage. Comme l'a dit le représentant des Etats-Unis (409ème séance), l'Europe a réussi à relever son économie par ses

propres forces: à aucun moment l'aide des Etats-Unis n'a représenté plus de 3 pour 100 du produit national brut des pays européens. On sait que l'Europe a toujours été une source de techniciens et de capitaux pour une grande partie du reste du monde. Comme l'a si remarquablement montré le représentant de la Grèce (408ème séance), une économie européenne forte et en expansion est l'un des facteurs les plus vitaux de la prospérité des pays sous-développés. C'est pourquoi le Gouvernement britannique a recueilli avec satisfaction les efforts des puissances réunies à Messine en vue de créer une union douanière. Pour des raisons que ces Etats comprennent parfaitement, le Royaume-Uni n'a pu se joindre à eux. Cependant, soucieux d'encourager les échanges multilatéraux, le Gouvernement britannique a récemment proposé de créer en Europe une région de libre-échange dont tous les membres intéressés de l'Organisation européenne de coopération économique pourraient faire partie. Cette proposition est importante pour tous les pays, car la prospérité d'un groupe de pays influe sur celle des autres. Sir Alec Randall tient à dissiper les appréhensions du représentant du Japon et à lui donner l'assurance que le Royaume-Uni a pour politique de favoriser le commerce multilatéral sur des bases aussi larges que possible. La proposition du Royaume-Uni entre précisément dans le cadre de cette politique et l'on n'a eu aucune intention de lui donner un caractère discriminatoire.

11. Pour terminer, sir Alec Randall dit qu'il a tiré grand profit de la discussion générale et notamment des déclarations des représentants de l'Irlande (405ème séance), de la Nouvelle-Zélande (408ème séance) et de l'Argentine (407ème séance). L'intervention du représentant de la Pologne (410ème séance) lui a également paru d'un intérêt tout particulier: les problèmes que pose la création d'une économie socialiste sont bien connus, mais il arrive rarement qu'ils soient exposés avec tant de franchise. Il est regrettable que le représentant de la Pologne n'ait pas davantage dégagé les enseignements de la situation, savoir que le déni prolongé des droits politiques a inévitablement de graves conséquences économiques. On ne peut s'empêcher de constater que les répercussions économiques de la tragédie hongroise ont été passées sous silence par ceux qui en ont été le plus directement touchés. C'est là un nouvel exemple de l'influence qu'exercent les considérations politiques sur les questions économiques. Sous ce rapport, le représentant de Cuba n'a fait que citer des données extraites de sources polonaises et soviétiques autorisées, et l'on a peine à comprendre, dans ces conditions, l'indignation que ses paroles ont soulevée.

12. M. ANIS (Egypte) souligne l'importance de l'écart qui subsiste entre le niveau de vie des pays sous-développés et celui des pays industrialisés et rappelle les principaux problèmes qu'il faudra résoudre si l'on veut parvenir à réduire cet écart: accroître la production des pays sous-développés, qui est loin d'augmenter au même rythme que la population; assurer la stabilité des prix des matières premières, principale source de revenu de ces pays; éliminer les excédents agricoles, soit en alignant la production sur la consommation, soit en augmentant la consommation ou en mettant ces excédents à la disposition de ceux qui en ont le plus besoin. A propos de cette grave et difficile question des excédents agricoles, M. Anis se félicite de l'action entreprise par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

13. En ce qui concerne le financement du développement des pays sous-développés, M. Anis rappelle les

difficultés que ces pays éprouvent à se procurer des capitaux pour l'exécution des projets non rentables correspondant à l'indispensable infrastructure économique et sociale: comme chacun sait, les capitalistes privés recherchent le profit; quant aux institutions existantes, elles ne peuvent répondre à toutes les demandes. Or, l'impossibilité pour un pays de financer ses projets non rentables ne fait que réduire ses possibilités d'emprunter pour l'exécution de projets rentables: par exemple, s'il ne peut, faute de moyens financiers, assurer la formation d'un personnel technique qualifié, il ne pourra pas entreprendre de travaux de développement agricole ou industriel. La création du Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique et l'expansion de l'assistance technique aideraient à remédier à cet état de choses. De leur côté, les pays sous-développés doivent prendre des mesures pour favoriser les investissements privés étrangers, notamment en donnant des garanties pour le rapatriement des capitaux. Ils doivent en outre s'efforcer de suppléer à la pénurie de capitaux privés en mobilisant l'épargne nationale par la création de coopératives ou d'institutions financières spéciales. L'Egypte a fait de gros efforts dans ce sens et elle est même parvenue à ménager une certaine coopération entre le capital public et le capital privé grâce à la création d'institutions financières groupant ces deux formes de capital.

14. Si l'on veut assurer un développement rapide de l'ensemble de l'économie, il est indispensable de veiller à l'évolution harmonieuse de tous ses secteurs. Or, dans les pays sous-développés, les industries manufacturières ont été pendant longtemps négligées. Il faut donc que ces pays s'industrialisent. Un autre argument milite en faveur de leur industrialisation: c'est que celle-ci permettra d'augmenter la demande de produits manufacturés. On aurait tort, en effet, de craindre que cette expansion du secteur industriel ne nuise au commerce mondial des produits manufacturés. Au contraire, on a pu constater que, pendant les 40 dernières années, l'importance du commerce des produits manufacturés par rapport à l'ensemble du commerce mondial est restée la même; s'il est vrai que le volume des échanges de matières premières a augmenté, c'est au détriment du commerce des produits alimentaires et non de celui des produits manufacturés. Il convient en revanche de noter que, lorsque les prix des produits manufacturés augmentent dans de plus fortes proportions que ceux des matières premières, le volume des échanges de produits manufacturés diminue. En conséquence, la prospérité du commerce mondial des produits manufacturés dépend, dans une large mesure, de celle du commerce mondial des matières premières.

15. A propos de l'étude intitulée *L'évolution économique au Moyen-Orient, 1954-1955* (E/2880), M. Anis fait observer que l'évolution économique de la région a été étudiée d'après ses caractéristiques et non par pays. Cette méthode présente des avantages certains, car elle permet de dégager les caractères de l'ensemble de la région et de souligner, s'il y a lieu, ceux qui sont particuliers à certains pays, mais il est regrettable que l'économie d'un certain nombre de pays du Moyen-Orient n'ait pas été étudiée individuellement. Le représentant de l'Egypte espère qu'on le fera dans les prochains rapports. Il constate avec satisfaction que l'on a examiné en détail certains aspects du développement économique de la région afin d'aider à l'élaboration d'une politique coordonnée dans ce domaine, mais il souhaite que, dans les rapports suivants, cet examen soit approfondi davantage. Au sujet des programmes de développement éco-

nomique entrepris dans la région, le représentant de l'Egypte souligne que les pays qui ne sont pas producteurs de pétrole n'ont pas assez de devises étrangères pour mener à bonne fin ces programmes. Il note qu'une attention toute particulière a été accordée dans le rapport au développement des transports, indispensables à l'expansion de la production. Il serait utile, cependant, d'étudier aussi les tarifs de transport, car leur niveau est actuellement si élevé qu'il pourrait entraver l'accroissement de la production.

16. Aux observations déjà formulées concernant les difficultés que les pays sous-développés rencontrent dans leur effort de développement économique, la délégation égyptienne voudrait ajouter les suivantes.

17. En raison des fluctuations des prix des produits de base, qui sont l'un des principaux traits du comportement du marché mondial pendant les 10 dernières années, le financement des plans de développement économique des pays sous-développés a été irrégulier; dans certains pays sous-développés, l'augmentation du volume des échanges internationaux n'est pas allée de pair avec des termes de l'échange en apparence favorables; certains pays industriels ayant restreint leurs importations, le développement du commerce extérieur a été entravé et bon nombre de pays sous-développés ont été privés des devises étrangères nécessaires à leur développement économique. La coopération internationale sur le plan économique a été insuffisante. Enfin, les puissances colonialistes ont tenté d'empêcher les pays sous-développés de réaliser rapidement leur expansion économique.

18. Cependant, les pays sous-développés ont accompli d'immenses efforts pour assurer rapidement ce développement: ils ont adopté de nouvelles méthodes de planification économique, modifié leur politique de crédit, leur législation du travail, essayé d'attirer les capitaux étrangers. A cette fin, l'Egypte a introduit dans sa législation des modifications tendant, notamment, à garantir que les détenteurs de capitaux, qu'ils soient étrangers ou ressortissants égyptiens, seront soumis aux mêmes conditions; à accorder le droit de rapatrier le principal; à assouplir le contrôle des changes; à exonérer les nouvelles entreprises de tous impôts et droits pour une période allant de cinq à sept ans et à encourager l'exploitation des ressources minières en supprimant les restrictions dont faisaient l'objet les opérations des capitalistes étrangers. En dépit de ces efforts, les capitalistes étrangers n'ont pas apporté une contribution suffisante pour permettre à l'Egypte d'accélérer la mise en œuvre de ses programmes de développement. Ainsi qu'il ressort des statistiques, les investissements à long terme de capitaux étrangers dans l'industrie ont été d'importance insignifiante au cours des 20 dernières années. Il semble que les industries manufacturières, pourtant indispensables au développement économique, n'attirent pas les capitaux étrangers.

19. En raison de cette situation regrettable, les pays sous-développés font appel aux pays industrialisés, mais ceux-ci exigent parfois des concessions d'ordre économique et politique auxquelles les pays sous-développés ne peuvent consentir sans sacrifier leur indépendance nouvellement acquise. Lorsqu'il s'agit par exemple de modifier, afin de l'adapter aux circonstances actuelles et de mettre fin à certaines injustices, un accord conclu entre un pays sous-développé et une puissante entreprise étrangère à une époque où ce pays était encore sous la domination d'une puissance colonialiste, l'entreprise intéressée s'y refuse souvent, ce qui provoque des heurts et crée une atmosphère de tension alors qu'un climat de

bonne entente entre les pays est indispensable pour encourager les investissements et assurer le développement économique.

20. Cependant, les puissances colonialistes font pression sur les pays sous-développés et les frappent de sanctions afin de les empêcher d'accéder à l'indépendance économique et politique. Au cours des derniers mois, l'Égypte a été ainsi victime d'une action internationale visant à affaiblir son économie: arrêt de toutes les transactions entre l'Égypte et la zone sterling; ordre donné aux banquiers britanniques en Égypte de cesser de financer le commerce égyptien du coton; blocage au Royaume-Uni, le 28 juillet 1956, en violation des accords monétaires de 1951, de tous les avoirs en livres sterling des ressortissants égyptiens, c'est-à-dire d'une épargne accumulée pendant de longues années que l'Égypte se proposait de consacrer au financement de son développement économique.

21. En 1944, à la Conférence de Bretton-Woods, le représentant du Royaume-Uni avait déclaré qu'après la guerre, la question des avoirs égyptiens en livres sterling serait réglée avec générosité et d'une manière équitable; cependant, dès 1947, le Gouvernement du Royaume-Uni bloquait ces avoirs et certaines sommes seulement ont pu être débloquées chaque année en vertu d'accords. D'ailleurs, cinq semaines après la conclusion du premier accord, le Gouvernement du Royaume-Uni interdisait la conversion en toute autre monnaie des avoirs débloqués.

22. Parmi les avoirs bloqués, il en est qui proviennent des transactions entre l'Égypte et d'autres pays; or, il est contraire aux principes généralement admis en matière économique, ainsi qu'aux principes de justice qui doivent régler les relations internationales, d'empêcher l'Égypte de faire usage d'avoirs acquis de cette manière. L'Égypte a subi de ce fait de lourdes pertes dues notamment à la dévaluation de la livre sterling, à la hausse des prix au Royaume-Uni et à l'augmentation du taux de l'escompte qui a entraîné une importante diminution de la valeur des bons du Gouvernement britannique détenus par l'Égypte. Mais, en dépit de ces pertes, l'économie de l'Égypte reste assez vigoureuse pour résister à des mesures aussi arbitraires.

23. Au cours des 10 premiers mois de 1956, les exportations égyptiennes ont augmenté de 10 pour 100 par rapport à la période correspondante de 1955, ce qui a permis d'accroître les importations de biens de capital et d'articles de consommation de 11 pour 100 par rapport à la période correspondante de 1955. En 1956, la situation de la balance des paiements de l'Égypte s'est aussi améliorée par rapport à 1955, consacrant le succès de la politique monétaire du gouvernement: de décembre 1955 à novembre 1956, les réserves en devises étrangères, à l'exception des réserves en livres sterling et en francs, ont augmenté. Il en va de même pour les réserves d'or. Le solde débiteur de l'Égypte envers l'Italie et la France a diminué considérablement et son solde créditeur dans d'autres pays a augmenté; le Gouvernement égyptien n'a éprouvé aucune difficulté à financer la production de coton. Le représentant de l'Égypte donne alors un aperçu des tendances récentes du commerce extérieur de son pays, en insistant plus particulièrement sur le commerce d'importation. Il affirme, pour conclure, que la situation économique de l'Égypte est satisfaisante et cite à l'appui de cette assertion un article paru dans l'*Evening Star* du 12 décembre 1956 où il est dit qu'il n'y a en Égypte ni rationnement ni inflation.

24. Revenant aux difficultés que les pays sous-développés rencontrent à financer leur programme de développement économique et constatant que les résultats obtenus jusqu'ici sont médiocres, M. Anis déclare qu'il est nécessaire d'envisager le problème sous un jour nouveau. Il conviendrait d'accorder une attention toute particulière aux points suivants: nécessité pour les institutions financières internationales de suivre une politique plus libérale; désir des pays sous-développés de recevoir de l'Organisation des Nations Unies une aide financière et économique plus importante; enfin, nécessité urgente de créer une nouvelle institution financière internationale.

25. Pour terminer, le représentant de l'Égypte estime qu'il est de son devoir de dire quelques mots des mesures de sécurité que l'Égypte a été obligée de prendre à la suite des opérations militaires qui ont été menées contre elle. Il ne s'agit pas là de mesures arbitraires, mais de mesures rendues nécessaires par une situation complexe. Personne n'ignore les attaques lancées par Israël contre l'Égypte et les atrocités qui ont été commises dans la région du Sinaï et de Gaza. Se faisant l'instrument des puissances colonialistes, Israël s'est livré à une agression contre l'Égypte en violation des principes de la Charte des Nations Unies. Cette violation a été maintes fois constatée par l'Organisation des Nations Unies qui l'a condamnée dans une série de résolutions auxquelles Israël ne s'est pas encore conformé. L'attitude d'Israël met l'Égypte en danger et c'est afin de se défendre contre un agresseur et d'assurer sa sécurité qu'elle a dû prendre de telles mesures.

M. Lychowski (Pologne), vice-président, assume la présidence.

26. M. ALLOUNI (Syrie) voudrait, en vertu de l'article 116 du règlement intérieur, répondre au représentant d'Israël qui, à la 412ème séance, a présenté quelques observations sur l'économie de son pays, en omettant d'indiquer certains éléments dont le rappel est indispensable pour replacer les prétendues réalisations économiques d'Israël dans leur véritable perspective. Le représentant d'Israël s'est étendu sur le boycottage dirigé contre son pays: ce qu'il n'a pas dit, c'est que les terres que cultivent les Israéliens, les entreprises qu'ils exploitent, les maisons qu'ils habitent, sont celles qu'ils ont usurpées aux Arabes, dont les biens, confisqués par le séquestre israélien, sont estimés à plusieurs milliards de dollars et représentent des milliers d'hectares de terres arables. M. Allouni cite quelques chiffres à l'appui de son argumentation. Il ajoute que toutes les lois et tous les règlements que promulgue le Gouvernement d'Israël pour tenter de légaliser cette usurpation ne sauraient justifier l'iniquité de la situation.

27. En louant les réalisations de son pays, le représentant d'Israël a omis aussi de parler des réparations que son pays a obtenues de la République fédérale d'Allemagne et qui s'élèvent à 812 millions de dollars, payables en 10 ou 12 ans.

28. Enfin, il a passé sous silence l'immense aide financière qu'Israël a reçue et continue de recevoir de certains milieux des États-Unis d'Amérique et qui atteint, selon les propres chiffres de la Chambre de commerce et d'industrie israélo-américaine, 1 milliard 500 millions de dollars pour la période de 1947 à 1957.

29. Ces faits illustrent bien le caractère parasitaire de l'économie israélienne et l'origine véritable des réalisations dont Israël est si fier. Mais les apparences ne trompent pas et la justice finalement l'emportera.

30. M. OTHMAN (Yémen), invoquant à son tour le droit de réponse, dit que les chiffres que vient de citer

le représentant de la Syrie sont éloquentes. Dans son intervention, le représentant d'Israël a déclaré que les pays arabes se trouvent être les victimes de leur boycottage d'Israël. Le représentant d'Israël, qui, comme la plupart des Israéliens, est sans doute un nouveau venu en Palestine, ignore que ce sont les sionistes qui ont introduit dans le monde arabe le concept même et la pratique du boycottage. Les peuples arabes ignoraient jusqu'au concept du boycottage. Leur tolérance n'était pas seulement un idéal abstrait, elle était le fondement même de leurs pratiques quotidiennes: le fait est trop connu pour qu'il soit besoin d'insister.

31. Jusqu'en 1919, c'est-à-dire au début de l'expérience sioniste, les Arabes étaient tout disposés à faire bon accueil à ceux qui émigraient en Palestine et qui acceptaient de vivre auprès d'eux, comme eux. Mais la politique pratiquée par l'Agence juive de Palestine, qui visait à isoler la communauté juive de la population arabe, a vite fait comprendre à celle-ci que l'intention des sionistes était de séparer les Juifs des Arabes. L'attitude sioniste est telle que les Arabes ont la conviction que leur vie même est en jeu et qu'ils se trouvent obligés de prendre toutes les mesures possibles pour se défendre. Ils savent, par expérience, que l'esprit sioniste n'est pas un effet des circonstances du moment: on le retrouve dans le Talmud, la Thora et les parchemins de la mer Morte, et il est peu probable qu'il change dans un avenir proche. Cependant, si M. Othman avait un conseil à donner aux Israéliens, il leur recommanderait, au lieu de se plaindre d'être maltraités, de faire une analyse critique de l'état d'esprit qui motive leur propre comportement: c'est à cette seule condition que l'on peut espérer voir la situation s'améliorer à la longue.

32. M. LIVERAN (Israël) proteste contre le fait que les différents orateurs qui viennent d'invoquer l'article 116 du règlement intérieur n'ont pas vraiment usé du droit de réponse, qui ne peut être reconnu que lorsqu'un Etat est directement et nommément mis en cause, mais se sont permis, sous le couvert de cette disposition, de présenter des considérations irrecevables, quant à la forme et quant au fond, sur l'économie d'Israël.

33. Les réalisations économiques d'Israël sont évidentes. Elles ont été rendues possibles, au premier chef, par la volonté unanime de tout un peuple désireux de vivre et prêt à travailler pour vivre. Les autres éléments ont bien peu de poids au regard de cette vérité, et, si on les invoque, c'est, de toute évidence, pour justifier, par des arguments qui n'en sont pas, les différences de niveau frappantes qui existent entre les pays du Moyen-Orient.

34. Loin de M. Liveran l'idée de minimiser tant soit peu l'assistance généreuse qu'Israël reçoit du peuple des Etats-Unis; mais il s'étonne que des délégations qui n'hésitent pas, d'habitude, à prôner l'assistance économique internationale en parlent, lorsqu'il s'agit d'Israël, comme si c'était là un sujet de honte. Israël, pour sa part, en est fier.

35. La question des réfugiés arabes est discutée depuis huit ans dans une autre enceinte des Nations Unies et n'est pas de la compétence de la Deuxième Commission. M. Liveran se contentera donc de faire observer que, s'il existe des réfugiés arabes, c'est, comme le prouvent les documents de l'Organisation des Nations Unies, parce que les pays arabes ont refusé en 1947 de respecter la résolution 181 (II) de l'Assemblée générale.

36. Quant à la question des réparations allemandes, on se demande quel rapport elle a avec le sujet en discussion: ce qu'on voudrait donner comme avantage écono-

mique n'est, en réalité, qu'un infime dédommagement pour le potentiel humain — 6 millions d'individus — qu'Israël a perdu du fait de la politique raciale et antisémite du régime nazi. Israël, et tout le monde civilisé avec lui, aurait préféré s'en passer.

37. Il est faux, d'autre part, de dire que les habitants arabes de l'Etat d'Israël soient l'objet d'un traitement discriminatoire: les écoles réservées à leurs enfants, garçons et filles, soutiennent favorablement la comparaison avec les écoles de n'importe quel pays arabe de la région; ils jouissent pleinement de leurs droits syndicaux et leurs syndicats sont certainement plus actifs et plus puissants que ceux de bon nombre des pays de la région. En outre, Israël ne connaît pas, par exemple, d'institutions comme l'esclavage. Si les habitants arabes d'Israël sont bien traités, peut-on en dire de même des habitants juifs d'Egypte?

38. Pour terminer, M. Liveran s'élève à nouveau contre les abus du droit de réponse dont la Commission vient d'être témoin.

39. Le PRESIDENT déclare, en réponse au représentant d'Israël d'après qui l'article 116 du règlement intérieur a été invoqué abusivement, que la liste des membres qui désiraient participer à la discussion générale a été clôturée avant Noël, de sorte que l'article 116 était, en fait, applicable.

40. M. KADRY (Irak) rappelle que la délégation irakienne a déclaré au cours de la discussion générale que son pays était décidé à n'épargner aucun effort pour favoriser la coopération internationale. Mais puisque la question du boycottage a été soulevée, elle doit ajouter qu'il est impossible de coopérer avec ceux qui ne cherchent à réaliser leurs desseins que par la coercition et l'agression. Les agissements d'Israël sont en contradiction absolue avec le concept de la coopération internationale et les paroles que vient de prononcer son représentant n'ont fait que remettre en mémoire l'évolution d'une situation qui, depuis le partage de la Palestine, s'est constamment aggravée pour culminer dans les événements des derniers mois.

41. Sir Alec RANDALL (Royaume-Uni) invoque à son tour l'article 116 du règlement intérieur pour répondre au représentant de l'Egypte qui a laissé entendre que le Royaume-Uni s'était approprié les avoirs en sterling de l'Egypte. Sir Alec Randall tient à souligner que ces avoirs proviennent des montants affectés par le Royaume-Uni à la défense de l'Egypte et de bien d'autres pays contre la monstrueuse tyrannie nazie. Il conviendrait de se demander à ce sujet quelle serait la situation de l'Egypte à l'heure actuelle si le Royaume-Uni et ses alliés n'avaient pas accepté de faire, comme ils l'ont fait, d'immenses sacrifices.

42. Le représentant de l'Egypte a insisté dans son exposé sur la nécessité de maintenir un climat favorable aux investissements étrangers. Sir Alec Randall souscrit entièrement à cette thèse. Mais il ne peut s'empêcher de faire observer que rien ne pouvait miner davantage la confiance placée dans l'économie égyptienne que l'expropriation brutale à laquelle le Gouvernement égyptien a procédé, l'été dernier, sans aucune négociation préalable.

43. Le représentant de l'Egypte a dénoncé le colonialisme comme l'une des forces néfastes qui ont entravé le développement économique des territoires non autonomes. Il suffit, pour se convaincre de l'inanité de ce propos, de songer aux immenses investissements dont ont bénéficié ces territoires et sans lesquels nombreux seraient ceux qui n'auraient jamais pu aspirer à l'auto-

nomie ou à l'indépendance. Sir Alec Randall s'élève contre l'habitude que l'on a prise de juger les événements du XIX^e siècle en fonction des normes du XX^e siècle et déclare qu'il est temps que les propagandistes irresponsables cessent d'ignorer délibérément les réalisations du XX^e siècle, notamment les efforts déployés au cours des 25 dernières années dans les territoires sous administration britannique pour favoriser leur développement économique.

44. Le représentant de l'Égypte a dit que son pays était désireux de voir s'établir un climat favorable au développement économique des pays sous-développés: il ne semble pas, cependant, que ses observations aient été conçues de manière à faciliter la réalisation de cet objectif, que tous les membres de la Commission souhaitent atteindre.

45. M. TCHERNYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) relève que, dans sa déclaration à la 402^e séance, le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a fait un tableau flatteur de la situation économique des pays capitalistes et jugé avec une sévérité non justifiée l'économie des pays socialistes. Il a glissé sur les défauts des pays capitalistes, mais il s'est efforcé de minimiser les résultats obtenus par les pays socialistes, surtout pour ce qui est du niveau de vie de leur population. Aussi la délégation de l'URSS n'est-elle pas d'accord avec lui sur cette partie de sa déclaration.

46. M. Tchernychev constate ensuite que certains membres de la Commission ne semblent pas apprécier à sa juste valeur le rôle de la politique d'industrialisation qui constitue la clef du développement économique des États. La délégation soviétique a l'intention de revenir sur la question ultérieurement.

47. Le représentant du Royaume-Uni s'est référé à une citation du représentant de Cuba, qui s'était efforcé d'utiliser des publications soviétiques en vue de déformer la vérité. M. Tchernychev voudrait dire à ce sujet qu'une étude sérieuse et impartiale des publications économiques et des ouvrages d'économie politique publiés spécialement en URSS ferait mieux comprendre les avantages du système de production socialiste dans lequel l'URSS a pleine confiance.

48. Le représentant de l'Australie n'approuve pas l'idée de réunir une conférence économique mondiale en vue d'étudier un certain nombre de problèmes internationaux; il semble penser que la Deuxième Commission pourrait s'acquitter de cette tâche. Pour diverses raisons, M. Tchernychev n'est pas de cet avis. La Deuxième Commission est d'ordinaire surchargée, car elle doit examiner un grand nombre d'autres questions urgentes liées à tous les aspects, multiples et complexes, de l'activité de l'Organisation dans le domaine économique. La question dont il s'agit est si vaste et si importante qu'il est indispensable de l'examiner séparément, surtout si l'on veut aboutir à des décisions positives, telles que la création d'une organisation internationale du commerce.

49. Contrairement au représentant des États-Unis, M. Tchernychev croit à la nécessité de créer une organisation internationale appropriée qui serait chargée des secteurs clefs des échanges économiques internationaux. L'URSS croit sincèrement en la coexistence pacifique, qui implique la coopération économique de tous les pays, quel que soit leur régime politique ou social. Certains représentants estiment qu'il ne serait pas opportun de réunir une telle conférence dans la conjoncture actuelle, car la situation politique serait défavora-

ble. La délégation soviétique pense, au contraire, qu'une discussion franche et approfondie des problèmes économiques actuels pourrait aboutir à leur solution partielle, ou, mieux encore, totale, et contribuerait à réduire sensiblement la tension internationale, à consolider la paix et la bonne entente entre les peuples. Il est indubitable que la convocation d'une conférence économique mondiale aiderait à réaliser ce dessein.

50. Invoquant lui aussi le droit de réponse, M. Todorov (Bulgarie) fait observer au représentant du Canada qu'en classant les pays, du point de vue économique, en trois grandes catégories, la délégation bulgare n'a fait que formuler une opinion que partagent bon nombre d'autres délégations et que l'on retrouve dans les documents de l'Organisation des Nations Unies, notamment dans la récente déclaration du Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales. Le représentant du Canada est libre de ne pas approuver la classification proposée par la délégation bulgare, mais, lorsqu'il la ridiculise précisément parce qu'elle est proposée par cette délégation, il témoigne d'un manque absolu d'objectivité et son attitude ne peut être qualifiée que de tendancieuse.

51. M. RECABARREN (Chili) rend hommage au représentant de la Colombie pour les observations si claires et si franches qu'il a faites au début de la discussion générale (402^e séance).

52. Le Chili se classe parmi les pays d'Amérique latine qui cherchent à s'industrialiser depuis de nombreuses années. Ses efforts se sont intensifiés depuis 1941 avec la création d'une société d'encouragement à la production, mais ils se sont heurtés aux difficultés qu'a mentionnées M. Urrutia, et dont la principale est l'insuffisance des capitaux.

53. Se référant, à ce propos, à l'étude de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) sur la coopération internationale en ce qui concerne le développement de l'Amérique latine (E/CN.12/359), rédigée à l'intention de la Conférence des Ministres des finances ou de l'économie qui s'est réunie à Rio-de-Janeiro en novembre 1954, M. Recabarren souligne que, sur les 527 millions de dollars de capitaux étrangers investis chaque année en Amérique latine entre 1950 et 1953, 342 millions représentent des capitaux privés provenant des États-Unis et 79 millions les prêts consentis par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et l'Export-Import Bank. Cette dernière somme, qui ne constitue que 18 pour 100 du total annuel des investissements étrangers, n'équivaut qu'à 3 pour 100 du montant des capitaux nationaux investis pendant la même période et qui s'élèvent à 2 milliards 240 millions de dollars. Ces chiffres montrent à quel point il importe d'accroître les investissements de capitaux étrangers, surtout de capitaux publics, qui constituent une charge moins lourde pour la balance des paiements. Jusqu'ici, en moyenne 30 pour 100 des capitaux privés étrangers se sont investis dans les entreprises minières; il serait souhaitable que ce pourcentage n'augmente pas. Il importe en outre que le montant des investissements dépasse celui des capitaux exportés sous forme de dividendes et de bénéfices. Enfin, la CEPAL a souligné le rôle que les capitaux étrangers peuvent jouer dans la lutte contre l'inflation lorsqu'ils contribuent à financer la réalisation de projets sociaux.

54. Dans son étude préliminaire sur la technique d'élaboration des programmes de développement économique (E/CN.12/292), la CEPAL a fait observer que pour maintenir le rythme de son développement — 3,3 pour

100 par an jusqu'en 1952 — l'Amérique latine a besoin d'investissements bruts annuels équivalant à 1 milliard de dollars. Or, en supposant que le capital privé étranger fournisse à l'avenir environ le tiers de cette somme, soit 350 millions de dollars, et les institutions publiques de crédit en moyenne 80 millions de dollars, il restera à combler un solde de 580 millions de dollars.

55. Le Gouvernement chilien attache d'autant plus d'importance au financement du développement économique de l'Amérique latine qu'il a présenté à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement un programme visant à réformer toute la structure de l'économie du pays. Ce programme a été salué par les techniciens de la Banque comme l'un des plus complets dont ils aient été saisis et sa réalisation est l'une des aspirations les plus profondes du peuple chilien. M. Recabarren indique en outre que les mesures législatives prises depuis deux ans en ce qui concerne l'industrie du cuivre ont permis d'attirer d'importants capitaux; c'est ainsi que, pour l'année 1956 seulement, le montant total des investissements a atteint 130 millions de dollars.

56. M. Recabarren s'efforce ensuite de rechercher les raisons qui expliquent l'insuffisance du courant des capitaux étrangers dans les pays d'Amérique latine. Le rapport de la CEPAL, déjà cité, analyse le problème et mentionne deux catégories d'obstacles: ceux qui tiennent à la situation des pays eux-mêmes et ceux qui découlent de la politique pratiquée par les institutions internationales de crédit. M. Recabarren estime qu'il existe à côté de ces obstacles techniques des obstacles que l'on peut qualifier de psychologiques. Il tient à préciser qu'il ne s'agit, dans ce dernier cas, que de vérités apparentes qui ne reposent sur aucun fondement solide. On prétend, par exemple, que les pays d'Amérique latine doivent tout d'abord commencer par mettre de l'ordre chez eux; M. Recabarren indique, à ce propos, qu'il ne faut pas sous-estimer les progrès réalisés et qu'il convient de reconnaître que, sans le secours du capital étranger, des réformes radicales ne pourraient être menées à bien qu'au prix d'un abaissement du niveau de vie de la population, déjà si bas.

57. On allègue en outre l'intervention paralysante de l'Etat. Or, l'intervention de l'Etat est aujourd'hui universellement admise et elle est salutaire lorsqu'elle tend à éviter l'anarchie et à favoriser le progrès économique et social. Même aux Etats-Unis, pays de libre entreprise par excellence, le pouvoir public intervient dans le domaine économique, par exemple, pour soutenir les prix agricoles. Quant au Chili, après une expérience difficile d'interventionnisme accentué, il évolue peu à

peu vers une politique plus réaliste, laissant une grande latitude à l'initiative privée.

58. Enfin, on invoque le proverbe "charité bien ordonnée commence par soi-même" et l'on veut subordonner la création du Fonds spécial au désarmement des grandes puissances. Or, s'il est indispensable que les puissances occidentales consacrent une partie importante de leurs ressources aux moyens de parer à l'éventualité d'une intervention armée de l'Union soviétique, il est aussi nécessaire de se préoccuper des peuples déshérités exposés à la pénétration de l'idéologie communiste. Le meilleur moyen de prévenir cette pénétration, c'est d'élever le niveau de vie de ces peuples. Si l'on continue de lier la coopération internationale au désarmement, les pays de l'Amérique latine, épris de liberté, devront se résigner à une paix sans justice qui, en un sens, ne diffère guère de la paix sans liberté que connaissent les peuples sous le joug soviétique. Le Chili, pour sa part, est profondément attaché aux idéaux de l'Occident; il a vu son parti communiste perdre beaucoup de terrain et il est convaincu que les idéaux dans lesquels il a foi finiront par triompher.

59. Sans sous-estimer les efforts que l'Organisation des Nations Unies a déployés et continue de déployer, par l'intermédiaire du Conseil économique et social et des commissions économiques régionales, pour résoudre le problème du développement des pays sous-développés, il faut reconnaître qu'il y a encore beaucoup à faire. A cet égard, la mesure qui s'impose avec le plus d'urgence est la création du Fonds spécial qui aiderait à combler une partie du déficit de 580 millions de dollars mentionné plus haut. Aucune raison valable ne peut être invoquée pour retarder sa création. Aussi la délégation chilienne espère-t-elle que la Commission adoptera le projet de résolution dont elle est un des auteurs (A/C.2/L.296).

60. M. GOURINOVITCH (République socialiste soviétique de Biélorussie) ne sait pas sur quels éléments s'appuie le représentant du Chili lorsqu'il évoque l'éventualité d'une intervention armée de l'Union soviétique. Il s'agit là d'une assertion sans fondement que la délégation biélorussienne rejette entièrement. L'URSS et les autres pays socialistes ont toujours pratiqué une politique d'amitié et de collaboration internationale, ainsi qu'en témoignent toutes les propositions qu'ils ont présentées dans le passé aux différents organes des Nations Unies et la proposition de l'URSS dont la Commission est actuellement saisie. M. Gourinovitch tient donc à élever une ferme protestation contre toute déclaration du genre de celle que vient de faire le représentant du Chili.

La séance est levée à 18 h. 10.

